

La mort de prisonniers et les arrestations massives dénoncées au Salvador



La Havane, 11 août, (RHC)- L'Observatoire universitaire des droits de l'homme (OUDH) de l'université centraméricaine d'El Salvador a dénoncé dans un rapport la mort de prisonniers en milieu pénitencier et des arrestations massives.

Analysant les 100 premiers jours du régime d'exception décrété par le président Bukele, le rapport fait état de la mort de 59 détenus.

Le document, intitulé "100 jours du régime d'urgence au Salvador" et rédigé par l'Observatoire universitaire des droits de l'homme (OUDH) de l'université jésuite d'Amérique Centrale (UCA), indique que toutes les victimes étaient des hommes et que 27,1 % d'entre elles avaient entre 18 et 30 ans.

Un pourcentage similaire était âgé de 31 à 40 ans, 35 % étaient âgés de 42 ans ou plus, et dans 10 % des cas, il n'a pas été possible d'identifier leur âge.

Selon le rapport de l'UCA, le régime d'urgence a conduit à des arrestations massives de personnes, et le 26 juillet, un peu plus de 49 000 personnes étaient détenues dans le cadre de ce régime.

L'Observatoire universitaire des droits de l'Homme signale également qu'un peu plus de 1 100 de ces personnes sont des enfants âgés de 12 à 18 ans, et qu'il existe une différence de près de 9 000 personnes détenues entre les données rendues publiques par la police et le bureau du médiateur des droits de l'homme (PDDH). Il s'agit là d'une violation des dispositions de la Constitution qui stipule que toutes les détentions doivent être notifiées au PDDH.

Selon la chercheuse Natalia Ponce, de l'Observatoire des droits de l'homme, "les décès de prisonniers détenus par l'État ont été causés par des passages à tabac, par des agressions physiques de la part d'autres détenus, et aussi par des négligences dans les soins médicaux en ne fournissant pas un traitement approprié".

Plus de 49 000 membres présumés de gangs ont été capturés au Salvador en quatre mois de régime d'urgence, une mesure mise en œuvre depuis fin mars pour lutter contre les gangs, a révélé lundi le ministre de la Justice et de la Sécurité, Gustavo Villatoro.

Le régime d'exception, approuvé en mars et renouvelé successivement à l'Assemblée législative à quatre reprises, suspend le droit d'être informé des raisons de sa détention, ainsi que les limites de la détention administrative, entre autres droits associés à la prévention des détentions arbitraires.

Source: TeleSur

<https://www.radiohc.cu/fr/noticias/internacionales/296291-la-mort-de-prisonniers-et-les-arrestations-massives-denoncees-au-salvador>



Radio Habana Cuba